

3/3/2015

LE LIVRE DU SIECLE
Présentation de Thomas Piketty en Sorbonne, 4 Février 2015

Serge Kolm

Le mérite utile à tous

Certaines inégalités, même très fortes, sont tout à fait justifiées. Notamment celles qui tout à la fois sont dues au mérite, gros travail avec dons et bonnes idées, et servent l' "utilité commune" comme le propose, dans sa deuxième moitié, l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et donc la première phrase de toutes les Constitutions républicaines françaises (début de leur préambule). C'est tout particulièrement le cas de l'allocation de la notoriété, de l'estime et de l'acclamation mondiales parmi les économistes et les chercheurs, distribuées par les pairs et le peuple (la science et la démocratie). La Sorbonne reçoit donc ici le *top* 0,001% de cette distribution, en quelque sorte les 200 familles du mérite utile à lui tout seul, qui truste à juste titre la richesse sociale mondiale de la gloire scientifique des découvertes profondes et nécessaires, selon le vote unanime des savants et des gens pour *Le Capital au XXI^e siècle* (970 pages). Nous bénéficierons ensuite des commentaires des initiateurs de cette réunion, Yves Charles Zarka, professeur de philosophie à l'Université Paris-Descartes, et Emmanuel Picavet, directeur de la *Revue de Philosophie Economique*. Puis les 99,999% restants pourrons poser des questions, s'il en reste (je suis censé représenter ici les autres économistes dont quelques-uns méritent peut-être d'être sinon oins, du moins absous).

Un livre capital

Les économistes ont toujours étudié les inégalités de revenu et de patrimoine.

David Ricardo pense que comparer les revenus et leur évolution est l'objet même de la pensée économique.

Dans *Das Kapital* au XIX^e siècle, Marx ajoute à ses suggestions pour le long terme la critique la plus fortement morale (ou, plutôt, qui soulève le plus l'indignation) de l'inégalité

par sa théorie de l'exploitation fondée sur le postulat *libéral* de base que chacun est propriétaire légitime de soi-même et donc des fruits de son travail: le profit est l'excès de la vente du produit sur le coût salarial payé pour le produire, et si cette valeur du produit se compte en temps de travail nécessaire pour sa production (temps et conditions de travail choisis par le patron qui a loué la "force de travail" du travailleur par le contrat de travail salarié), alors le profit est du temps ou effort de travail volé aux salariés, de la spoliation de leur liberté, et donc une forme d'esclavage. Marx pense que, pour l'essentiel, toute valeur (économique) ne vient que du travail, et donc que tout revenu non gagné est une forme d'exploitation ou en provient; non seulement il n'est pas mérité ("ils gagnent de l'argent en dormant" s'indignait François Mitterrand) mais, pire, il est volé à des travailleurs. Pour Marx et les marxistes, donc, objecter à l'inégalité relève d'un esprit petit-bourgeois: ce qui est odieux et révoltant c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Le défi que Marx se pose est d'expliquer comment, alors que cela se fait par la force directe dans les autres systèmes comme l'esclavage ou le servage, le capitalisme de marché salarial arrive à faire la même chose sous couvert de liberté par le libre échange du contrat salarial comme l'expliquent les économistes (*Le Capital* a pour sous-titre "Critique de l'Economie Politique").

C'est alors la première moitié de l'article 1 de la Déclaration (et donc le début de nos Constitutions) qui légitimerait ce capitalisme: "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits" (le "et demeurent" a été mis, débattu et maintenu précisément pour inclure le cas du salariat – souvent des gages de domestiques fin XVIII^e siècle). Appliqué à l'échange volontaire entre deux parties, cela donne le libre-échange, donc légitime et rend moral le marché et en particulier le salariat (soumission volontaire par l'accord de travail) et le profit. Mais celui-ci est pour l'essentiel accumulé en capital grossissant et donc étendant l'exploitation mais dont l'abondance et l'ubiquité, aidées par l'exaspération des travailleurs, finiront par faire baisser le taux de rendement et la valeur marchande à ce moment, en une justice immanente de long terme parachevée par la sanction de l'expropriation des expropriateurs au son du requiem du chant des lendemains.

La bosse de Kuznets

En fondant la comptabilité nationale des Etats-Unis, Simon Kuznets montre le contraire: l'inégalité certes croît au début mais finit par diminuer. Il explique cela par un processus de développement dans lequel les unités économiques passent successivement d'un état peu productif à un état productif et donc globalement passent d'un état également bas à un

état final également élevé avec une inégalité intermédiaire qui décrit donc une courbe en cloche ou en chapeau melon, une bosse, donc avec une croissance pour commencer (renforcée par la causalité inverse que l'inégalité favorise l'épargne et l'investissement), et une décroissance pour finir. Comme dans une épidémie générale où une société de personnes également saines se transforme en une société de personnes également malades en passant par des états intermédiaires hétérogènes inégalitaires.

Cela semble expliquer assez bien le développement international mondial, avec une inégalité entre nations récemment décroissante due au rattrapage des pays émergents, ou encore les inégalités de "capital humain" – si l'on ose dire – mesuré en temps de scolarité, avec l'expansion de l'éducation (mais cela ne se traduit pas automatiquement en salaires), et la percolation à partir des 50% les plus pauvres de la population vers les 40% au-dessus qui ont un petit patrimoine (en France).

Cependant, dans un pays comme la France, si les parts des plus riches ont bien diminué de leurs sommets à la Belle Epoque au milieu du XX^e siècle, elles ont remonté ensuite, avec une accélération vers la fin du siècle. C'est le sujet du *Capital au XXI^e siècle* qui venge Marx sans marxisme.

L'économie des inégalités

Avec le dernier tiers du XX^e siècle (depuis 1966), à l'issue de la période chahutée et de la reconstruction, dans le débat des politiques redistributives pour "répartir les fruits de la croissance" des "trente glorieuses" (politique des revenus contre police des salaires), les économistes intéressés par les inégalités deviennent fascinés par une série de propriétés logiques reliant l'inégalité, le bien-être ou le bonheur dans la société, les transferts sociaux, l'ensemble de toutes les paires de pourcentages telles que celles considérées par ce travail (la "courbe de Lorenz"), la justice distributive, et les mesures possibles de l'injustice de l'inégalité (de combien le revenu moyen d'une distribution inégale excède-t-il le revenu individuel qui, si c'était celui de chacun, donnerait une société aussi bonne – le "revenu égal équivalent"?). Ils coalescent alors en une famille de *scholars* qui se structurent comme toute discipline scientifique, avec ses sujets, ses questions, ses problèmes, ses résultats, ses défis, ses pionniers, sa revue spécialisée (le *Journal of Economic Inequality*), sa société savante (la *Société pour l'Etude de l'Inégalité Economique*, ECINEQ), son congrès général annuel, plus d'autres sur des sujets plus spécifiques, etc. Faire de la morale avec des mathématiques n'était

pas une des moindres sources de leur jubilation (comme le *Capital au XXI^e siècle* en suggère avec des statistiques et séduit d'abord pour cela).

Ces économistes avaient cependant des sentiments ambivalents envers les inégalités: ils les adoraient comme objet d'étude (les distributions tordues sont plus amusantes que les droites plates), mais les détestaient comme fait social. Pourquoi n'aimaient-ils pas l'inégalité? Il pourrait y avoir plusieurs raisons. En fait, ce qui les choquait le plus était la pauvreté, plus précisément la misère. Mais comme la relation entre l'inégalité et la pauvreté n'est pas tout à fait directe (entre autres choses "la taille du gâteau peut parfois dépendre de son partage", et la louche pour transvaser des liquidités du bassin du riche à l'écuelle des pauvres est souvent renversée, trouée ou une passoire), les plus motivés d'entre eux ont aussi étudié la pauvreté et les moyens d'y remédier.

A un moment, cependant, vint la nouvelle surprenante qu'un jeune nouveau venu dans la carrière étudiait non pas la pauvreté mais au contraire les hauts revenus, ce qui semblait plutôt un sujet pour la presse "*people*" (qu'il ne s'interdisait d'ailleurs pas de considérer). C'était Thomas Piketty avec sa magistrale étude pionnière sur *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle* à partir des données fiscales, notamment de l'impôt sur le revenu adopté le 15 Juillet 1914. Cependant, la rumeur disait aussi que le résultat de cette étude était que les hauts revenus avaient été entravés par les évènements de 1914 à 1945 et par la fiscalité progressive, ce qui ne semblait pas une découverte révolutionnaire. Cela a découragé certains économistes de lire... à leur propre et grand détriment. *Le Capital au XXI^e siècle* est l'extension de ce premier travail sur quatre dimensions: au monde, dans le temps (il y a des courbes montrant des évolutions entre les années 0 et 2100), en détail (types de capital et de revenus) et en analyse (explications). Etudier les *beautiful* et magnifiques riches et super-riches, du beau monde en linge parfumé, même si on les critique, est plus distrayant et rafraichissant que le misérabilisme qui finit par suinter de la concentration sur "les damnés de la terre", malgré la compassion et l'indignation. Mais d'une part il y a plus d'information (les fortunes laissent plus de traces que les centimes), ce qui ne suffit pas en soi, mais d'autre part ce sont eux qui mènent le monde – pour l'instant.

Plus dure sera la chute

Et en effet, après la chute des hauts patrimoines et revenus en pouvoir d'achat jusqu'au milieu du XX^e siècle, ils se sont reconstitué et ont crû, avec de légères fluctuations et des inflexions en 1968 et 1983, puis une explosion déclenchée par les années de libéralisation

1980-1990, jusqu'en ce début du XXI^e siècle. Donc l'inégalité ainsi mesurée a décrit au XX^e siècle non une montagne, une cloche, un chapeau ou une *bosse de Kuznets*, mais au contraire un bassin, un trou ou un *U de Piketty*, pour reconstituer maintenant une structure d'inégalité comparable à celle du début du XX^e siècle.

Mais celle-ci n'a résolu ses problèmes que grâce à, si l'on ose dire, la période 1914-1945 et ses séquelles; soit deux guerres mondiales, des occupations, destructions et spoliations militaires, une très grande crise et d'autres, des inflations annulant le pouvoir d'achat des dettes (et salaires) nominaux, des dictatures, et les politiques induites. Donc plusieurs dizaines de millions de morts et quelques autres inconvénients. Or, si l'histoire ne se répète pas, parfois elle bégaie (dit Marx).

Certes, la boule de cristal, si on peut y distinguer des structures de crise, n'a pas de guerre mondiale semblable dans son collimateur maintenant. Mais elle n'en avait pas non plus en 1914, qui a été précédé et induit par une série de conflits locaux appelés les "guerres balkaniques" dans les années 1910. Or le visage du monde est déjà défiguré par la poussée d'acné d'une série de conflits et violences locaux, au Moyen et Proche-Orient, en Afrique sahélo-saharienne et centrale, et dans le Donbass capitalistique ukrainien, plus un saupoudrage planétaire d'attentats ponctuels meurtriers. Les armes de guerre viennent de se faire entendre même à Paris, et, lieu improbable, Dammartin-en-Goële, village du cœur de France qui avait déjà reçu des baptêmes du feu avec les avant-gardes de uhlands les plus proches de Paris en 1914 et, au bout des pistes de Roissy, le *crash* du dernier Concorde qui tentait de voler, capital emblématique du progrès technologique mondialisé s'il en est (ailes françaises, moteurs britanniques, passagers allemands).

Quelle est la logique du problème, et quelles sont les alternatives?

Un abracadabra mortifère: la formule magique de Harrod-Domar-Allais-Solow-Piketty

La logique est que la part des revenus du capital dans le revenu national, α , tend à être le taux de rendement du capital r multiplié par le taux d'épargne s et divisé par le taux de croissance g (soit $\alpha = r s/g$). Cette tendance décrit une croissance "équilibrée" où le revenu et le capital croissent au même rythme (ceci plus les définitions de ces taux donne la formule). Or le taux de croissance du revenu est celui de la population, qui dans le long terme doit être très faible, plus celui de la productivité, qui était en panne récemment (la "troisième révolution industrielle", celle de l'informatique et du numérique, fait peut-être long feu –

Robert Solow a remarqué: "les ordinateurs sont partout sauf dans les statistiques" –, et dans le vieux capitalisme les services peu productifs remplacent les emplois industriels). Or si g tend vers zéro sans que ce soit le cas de r ni de s , α croît indéfiniment et, comme il ne peut pas dépasser 100%, il l'atteint à un moment, c'est-à-dire que tout le revenu national est distribué aux détenteurs du capital, les salaires sont nuls, et les salariés meurent de faim, euthanasiés à leur tour, ou "les forçats de la faim" prennent d'assaut les coffres et les palais d'hiver, ou au mieux votent pour Syriza, Podemos et Olivier Besancenot (du "Parti Anti-Capitaliste") ou Oskar Lafontaine (*Die Linke*) qui installent Dieu seul sait quoi.

Si cela n'arrive pas, c'est peut-être parce que le taux de rendement du capital r tend aussi vers zéro. Or la stagnation séculaire de la productivité, qui bloque le taux de croissance g , entrave aussi r . En outre, le profit additionnel du capital purement financier se réduit-il entièrement à celui du capital réel sous-jacent si et quand il y en a, ou peut-il éclater par lui-même (bulles et montages de dettes et crédits avec peut-être in fine une tétanisation paralysante des paiements bancaires genre post-Lehman Brothers, glaciation de la liquidité en banque qui pourrait ne pas connaître de réchauffement fiduciaire et perdurer en conservant le capitalisme comme le permafrost conserve le mammoth)? De plus, la productivité marginale du capital est fragile dans nos états à sous-emploi de long terme, durable, pérenne, en chômage et du capital (il y a des hauts-fourneaux, des chaînes de montage et des puits de pétrole inutilisés). Et pour contrer ces états, les politiques monétaires généreuses font baisser les taux d'intérêt, parfois jusqu'à 0 ou même un peu moins. Mais si au total $r=0$, il n'y a plus d'intérêt à détenir du capital et à investir (s tend alors à être aussi nul). Retour aux chandelles et à l' "économie de l'âge de pierre" où, selon Marshall Sahlins, il suffit de trois heures de travail par jour – de la chasse et de la cueillette, nos loisirs – et l'on passe son temps à chanter, danser, socialiser, inventer et se raconter des mythes, faire et déclamer de la poésie, et chercher noise à ses voisins.

Confisquer ou réquisitionner le capital?

Cette instabilité structurelle et historique du capitalisme de marché est un problème du système des marchés productif, qui peut tenter de recourir à la même béquille que les autres "échecs" de ce système, l'autre secteur à portée de main, le politique-public. Ainsi, Thomas, pour répliquer sa période égalisatrice et vengeresse favorite 1914-1945, cherche l'équivalent fiscal de deux grandes guerres dans un impôt très progressif sur le capital, mondial pour éviter l'évasion à l'étranger, et finançant un "Etat-Providence" que l'on peut d'ailleurs proposer

d'étendre par de nouveaux droits sociaux égaux pour tous où chacun recevra "selon ses besoins" (idéal de Marx après Blanqui). Les conditions et effets de cette proposition logique et attrayante doivent être regardés de près. L'auteur tend à appeler l'Etat "démocratie", ce qui n'est pas toujours le cas. Ce peut l'être, mais avec nos larges populations ce ne peut être qu'une démocratie indirecte, représentative et électorale. Or le capital sait très bien manipuler ce système, par exemple en fournissant des fonds de campagne, des pantoufles (positions privées), des brus bien dotées, et autres gentilles, comme en témoigne notre actualité judiciaire (plusieurs procès en cours), politique (les députés bloquent des réformes pour protéger des intérêts sectoriels) et mondaine. D'autre part, les services sociaux ne peuvent pas effacer toutes les inégalités des chances, par exemple celles, très importantes, qui résultent de la stimulation dans la prime enfance (qui dépend en partie des moyens privés de la famille). Par ailleurs, l'impôt progressif sur les très riches tend à réduire l'inégalité entre eux, donc les conflits entre eux, et donc à favoriser leur collusion et par là le pouvoir de la ploutocratie.

Le reste du XXI^e siècle et les suivants

Mais comment s'esquisse le reste du XXI^e siècle? Le capital est-il en train de s'extraire d'un trou de Piketty ou d'entamer l'escalade d'une nouvelle bosse de Kuznets, ou les deux à la fois selon une sinusoïde classique des "fluctuations ou cycles économiques"?

Et quel est le destin du purgatoire de l'aisance, la nouvelle venue "classe moyenne patrimoniale", les 40% entre les 10% les plus riches et les 50% les plus pauvres, dotés d'un petit patrimoine, qui d'ailleurs tend à s'évanouir dans d'autres pays? Peut-être, on l'a suggéré, un processus "à la Kuznets" y transfusera-t-il les 50% d'en bas avec une homogénéisation et une égalisation dans les 90% populaires qui est une petit-bourgeoisisation de la société laissant "zen" les 10% de la haute qui apprécient les débouchés qu'offrent ces nouveaux clients en leur vendant "au bonheur des dames", population que, ailleurs, les bourses tentent d'attirer comme "petits porteurs" pour encaisser un peu des dividendes mais surtout les moins-values des krachs (celle de New York s'affiche à son entrée comme le "*people's capitalism*" au sens de "capitalisme du peuple", non "des *people*").

D'autres fins possibles? Quelques eutopies plus ou moins réalistes

Par ailleurs, se pourrait-il que le capitalisme, comme les vieux soldats selon le général Mac Arthur, "ne meure pas mais *fade away*" (s'estompe jusqu'au bout), qu'il finisse non dans un *boom* ni dans un "boum" mais dans un long "pschitt" chuintant de baudruche dégonflée (à

l'instar de son ennemi le soviétisme après la chute du mur de Berlin), d'une "belle mort" "naturelle" et pacifique, par désaffection, dissolution ou effritement, dans une transformation plutôt progressive des relations sociales, motivations, droits (dont de propriété), agents, entreprises, sens du travail, besoins, ambitions, etc., et quel régime viendrait alors, comme suggéré par une série de réflexions et expériences récentes telles que:

- les "communaux collaboratifs" de Jeremy Rifkin, pouvant s'appuyer sur l'analyse des "biens communs" d'Elinor Ostrom,

- divers types de coopératives,

- ce qu'on appelle en France l'Economie Sociale et Solidaire (ESS),

- ce qu'on y appelait le "solidarisme" il y a plus d'un siècle, idéal "radical-socialiste" (ni radical ni socialiste) de la première III^e République,

- ce qu'on appelle au Vatican l' "économie civile" et l' "entreprise réciprocaire", comme suggéré dans l'encyclique *Caritas in Veritate* et analysé par une cinquantaine d'économistes réunis par les professeurs Stefano Zamagni et Luigino Bruni, conseillers économiques du lieu,

- la gestion dite par "travail libre",

- le modèle de la société de covoiturage Uber et d'autres semblables qui commencent à fourmiller dans le monde,

- les organisations "participatives",

- la "démocratie industrielle" et des formes d' "autogestion",

- l'extension du "capitalisme rhénan", sa "cogestion" et le rôle des *stakeholders*,

- etc.

Certaines de ces idées se proposent comme des alternatives au système actuel, d'autres comme de simples améliorations et évolutions respectant le libre-échange et se coulant dans le système des marchés sans jeter, avec l'eau du bain capitaliste, propriétaire et hiérarchique, les bébés de l'échange libre et de l'efficacité du système des prix. Qu'est-ce qui peut ou va arriver dans ces directions, comment et quand?

Quelle mesure?

Enfin et pour commencer, comment estimer l'état et le changement? Par sa très grande audience *Le Capital au XXI^e siècle* aura popularisé la description des inégalités par pourcentages ou "quantiles": tel pourcentage de la population a ou reçoit tel pourcentage du capital ou du revenu. Cette vision statistique à la fois individualiste et sociale mais non sociologique est aisément comparable entre sociétés et parlante et facile à comprendre tout en demandant le minimum de réflexion pour stimuler l'attention, mais est-elle sans problème? Sur le plan purement logique, si tous les revenus – par exemple – sont multipliés par un même nombre, ces variables ne changent pas. La physique appelle cela une conception *intensive*. Or, par exemple, les "événements de mai 1968", qui ont marqué la France, se sont achevés par les "accords de Grenelle" qui, le 27 mai 1968, ont décidé d'augmenter tous les salaires de 10% (3 tout de suite et 10 en octobre). Cela était supposé laisser inchangée l'inégalité de la hiérarchie des salaires (les propriétaires du capital s'étaient fait représenter par leurs directeurs salariés). Or quelqu'un qui avait 300 reçoit 30 de plus tandis que quelqu'un qui avait 300.000 se voit augmenté de 30.000. C'est une augmentation extrêmement inégale, et comme elle est parfaitement corrélée à la distribution initiale, au total l'inégalité a certainement crû. Les étudiants "radicaux" ("gauchistes") qui avaient initié tout le processus (manifestations, occupation de la Sorbonne, puis – rejoints par les syndicats – grève générale nationale, envol par hélicoptère de Charles de Gaulle à Baden-Baden auprès du général Massu, bruit de chenille des chars sur le pavé de Rambouillet, réunion patronat-syndicats-Gouvernement par Georges Pompidou rue de Grenelle et "accords"), ces militants égalitaristes, donc, se sont sentis frustrés par ce résultat et s'en sont plaint auprès des économistes spécialistes des inégalités qui avaient d'ailleurs attiré l'attention sur cet effet. Si au contraire c'est une augmentation égale de tous les revenus qui n'augmente pas l'inégalité, ce qui est multiplié par un même nombre pour tous c'est une fonction exponentielle du revenu, et c'est à ces grandeurs, les "revenus égalitaristes", que l'on peut appliquer la vision par quantiles. Alors, les plus hauts revenus sont plus agrandis et toute distribution semble plus inégale. L'économie des inégalités a coutume d'appeler cela une vision "de gauche", et la précédente une vision "de droite". L'inégalité, comme la beauté, est en partie dans l'œil de l'observateur. L'indice de Gini, moyenne des écarts 2 à 2, ne change pas par cette addition égale, et il est multiplié par un nombre qui multiplie tous les revenus (c'est une propriété dite "extensive"); mais l'inégalité entre des super-riches ne choque personne, et c'est un seul nombre pour toute une distribution. Cependant, les économistes stipendiés du capital pourront alors, malins et hypocrites comme

toujours, proposer de remplacer cette inégalité égalitariste par une inégalité hédoniste: ce qui compte est le bonheur des citoyens (encore mieux que la liberté) et, d'après la fameuse "loi" psychologique de Weber-Fechner selon laquelle la sensation varie comme le logarithme de l'excitation, il faudrait au contraire remplacer les revenus par leur logarithme. Cela implique que les revenus individuels sont non plus additionnés mais multipliés entre eux. L'effet final de ces "revenus hédonistes" ou "utilitaristes" est inverse: les plus hauts revenus sont plus rétrécis que les autres et toute distribution paraît moins inégale. Mais il leur sera répondu: puisque, selon vos utilités marginales décroissantes, l'argent superflu fait si peu le bonheur, rendez-nous le!

Les auréoles de l'apothéose

Enfin, l'extinction finale de l'inégalité peut tenter de parfaire l'érosion des tsunamis fiscaux liquidateurs par une ultime discrimination à l'encontre du capital. Mais l'esprit de charité qui propose "les premiers seront les derniers" et la voie étroite du paradis pour les riches, a déjà deux Saints Thomas, tous rationnels: l'apôtre empiriste qui ne croit que ce qu'il voit, et l'auteur des "sommes" théologique et contre les gentils. Un héritage prémonitoire pour honorer la somme économique et statistique contre les méchants par "jamais 2 sans 3"? Cela éviterait au moins d'avoir à passer par la case "pape" (l'auréole lui siérait mieux que la tiare). Il ne manquera plus alors que l'apothéose séculaire et mondaine d'une célèbre distinction scientifique (le bon prix) toujours citée en France comme la seule preuve du succès intellectuel et qu'il coûte cher de refuser (comme Sartre). Après avoir couronné pour l'Economie pendant des décennies des thuriféraires de la vertu des marchés "purs et parfaits" puis, par remords depuis 2008, quelques analyses de certains vices et limites de ce système, ils devront bien finir par récompenser l'étude des inégalités et des injustices résultantes. Mais il y a un problème. Les cardinaux qui décernent ce prix pour l'Economie sont des banquiers suédois. Suédois, soit. Mais banquiers! Le résultat dépend donc de ce que leur luthérianisme les fasse se sentir soit plus banquiers (l'esprit du capitalisme selon Weber) que Suédois, soit plus Suédois (égalitaristes) que banquiers. Leur portefeuille a caché les battements de leur cœur jusqu'à présent, mais une métanoïa est encore possible. Votons pour s'ils nous le demandent, car cela (et peut-être pas la richesse) est une "distinction" comme le demande la Déclaration. Et si tous les économistes sont égaux, le héros de la famille est devenu passablement plus égal que les autres.

